

CONTENU SOMMAIRE

- Les risques des catastrophes et le changement climatique en Afrique..... p.1
- Apprentissage par les pairs en matière de gestion des risques de sécheresse p.2
- Gestion de la vulnérabilité dans les zones urbaines au Nigéria p.3
- Stratégies communautaires de risques d'inondation en Tanzanie p.4
- Que peuvent faire les communautés pour réduire les risques de catastrophe au Botswana? p.5
- Utilisation des connaissances indigènes pour prédire les précipitations au Kenya p.6
- Lettres à l'éditeur de p.7
- Gestion des risques de catastrophe au Mozambique à travers les médias p.8

A propos de Joto Afrika

Joto Afrika est une série de notes d'information de presse écrite et en ligne sur l'adaptation au changement climatique en Afrique sub-saharienne. La série aidera les gens à comprendre les enjeux, contraintes et opportunités que les pauvres font face dans l'adaptation au changement climatique et échapper à la pauvreté.

Joto Afrika est un mot en swahili, il peut être traduit librement dans le sens de «l'Afrique est entrain de sentir la chaleur».

Les prochains numéros porteront sur: la foresterie et le REDD, le changement climatique et la santé humaine ; le changement climatique et les pasteurs.

S'il vous plaît, veuillez nous dire ce que vous pensez de ce troisième numéro de *Joto Afrika* et ce que vous aimeriez lire dans les prochains numéros - les coordonnées sont disponibles à la **page 8**.



Quelques membres de la communauté prisés dans des inondations dans la région de Saretho, Garissa, près de Dadaab au Kenya. Susan Mwangi ©, 2008.

Les risques des catastrophes et le changement climatique en Afrique

L'Éditorial

Les risques de catastrophe et le changement climatique - deux des plus grands défis actuels de l'humanité - qui se renforcent mutuellement d'une manière négative. Dans les prochaines décennies, le changement climatique devrait accroître la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles comme les sécheresses et les inondations. Le changement climatique est également susceptible d'augmenter la vulnérabilité des populations aux dangers déjà existants dans les pays en développement.

Ceci est largement dû à:

- aux malaises socio-économiques ;
- le vieillissement et l'insuffisance des infrastructures physiques ;
- l'éducation faible et la préparation aux catastrophes ;
- l'insuffisance des ressources financières pour mettre en œuvre avec soin

l'état de préparation, d'intervention, d'atténuation et de récupération des composants intégrés de la gestion des catastrophes.

Le Changement climatique et l'augmentation probable des événements dangereux qui lui sont liés - menace de bloquer les efforts des gens à échapper à la pauvreté en Afrique. Toute augmentation du nombre et d'ampleur des catastrophes mettra en péril les acquis de développement et entravera les efforts visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Défis pour l'Afrique

Pour les pays africains, les risques liés au climat ne viennent pas seulement d'une exposition directe aux catastrophes naturelles comme les inondations ou les sécheresses, mais aussi de la vulnérabilité des systèmes sociaux et économiques aux effets de ces risques. Le changement climatique devrait intensifier les problèmes existants et en créer de nouvelles combinaisons de risques, étant donné la pauvreté généralisée et la dépendance existantes sur l'environnement naturel. Les domaines d'intérêt comprennent notamment les communautés des moyens d'existence vulnérables; inégalités entre les sexes, l'insécurité alimentaire et l'environnement, le VIH/SIDA; faible niveau de sécurité et de la gouvernance, le manque d'infrastructures et de l'éducation et le manque d'accès aux ressources et capacités pour faire face aux catastrophes.

La gestion des risques des catastrophes requiert une action urgente pour réduire les

impacts des événements extrêmes avant, pendant et après qu'ils se produisent. Une approche de gestion globale doit inclure des mesures techniques de prévention, en particulier dans les domaines du développement des infrastructures, et les aspects du développement socio-économique visant à réduire la vulnérabilité humaine aux risques, tels que l'augmentation des revenus et la diversification des moyens de subsistance. Il convient également de tenir en compte des connaissances autochtones. En même temps, la gestion des impacts du changement climatique doit tenir en compte la réduction de la vulnérabilité humaine aux changements des niveaux de risque de catastrophe.

Les efforts d'adaptation doivent être une priorité dans les communautés les plus vulnérables et les plus grands besoins en matière de sécurité et de résilience. C'est à ce niveau que des vies peuvent être protégées, que le développement peut être promu, la sécurité et la résilience construites.

Le renforcement des capacités et le développement des capacités figurent parmi les besoins les plus urgents pour gérer les risques climatiques, en particulier au niveau local. Développer la capacité des collectivités à comprendre les problèmes des systèmes climatiques, de manière efficace utiliser les informations disponibles, développer les institutions et les réseaux nécessaires, planifier et construire des actions d'adaptation appropriées est essentiel pour une adaptation efficace. Les communautés doivent également évaluer et surveiller ces acquis pour apprendre de l'expérience.

L'éducation est essentielle. Réduire les risques et la vulnérabilité aux catastrophes exige que les gens comprennent comment ils peuvent mieux se protéger, protéger leurs biens et leurs moyens de subsistance. L'éducation constitue un moyen pour les communautés africaines de communiquer les uns avec les autres sur les risques et le changement climatique, afin de motiver les uns les autres à s'adapter et à répondre, et d'engager les autres dans leurs efforts. La sensibilisation aux risques et l'apprentissage sur les risques et les dangers doit commencer dans l'éducation précoce, et continuer par le biais des programmes d'éducation des adultes sur les catastrophes et le changement climatique.

Felix B. Olorunfemi

Division du développement physique, Institut nigérian de recherche économique et sociale, Ibadan, Nigeria
Tel +234 8033950837
felixba2000@yahoo.com



Apprentissage par les pairs en matière de gestion des risques de sécheresse

Etude de cas

Les praticiens de l’Ethiopie, le Mozambique et la Zambie entrain de visiter un chantier de DRM dans le Mwingi District, Kenya, pour apprendre de leurs homologues du Kenya « les expériences d’adaptation à la sécheresse ». © PNUD DDC.

La sécheresse est l’une des catastrophes naturelles les plus graves en Afrique, en termes de son aire de répartition géographique et socio-économiques et les impacts environnementaux. Par exemple, la sécheresse provoque de graves lacunes dans la production agricole, contribuant à l’insécurité alimentaire à long terme dans de nombreuses parties du continent. Le changement climatique a accru la fréquence et l’intensité des sécheresses.

Les praticiens du développement et les décideurs font de plus en plus recours à la gestion du risque de sécheresse (DRM) comme une approche systématique visant à réduire les effets néfastes de la sécheresse, par la prévention, l’atténuation et la préparation.

Risque de sécheresse en Afrique et le Réseau de développement

De nombreuses initiatives DRM existent en Afrique, mais il y a peu d’occasions de partager les expériences réussies, diffuser les leçons et l’ampleur des pratiques innovantes. En 2005, l’Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (SIPC) ont créé « le réseau de développement et risque de sécheresse en Afrique (ADDN) ». L’objectif de l’ADDN est de fournir une plateforme d’échange d’informations (telles que les approches novatrices et les meilleures pratiques et leçons apprises) afin de réduire la duplication des actions préventives et augmenter la rentabilité en termes de coûts.

L’ADDN prend désormais en charge les organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG) engagées dans DRM à travers l’Afrique.

L’ADDN utilise des approches différentes pour obtenir l’interaction et la communication entre les producteurs de connaissances et les utilisateurs :

- Forums réguliers d’adaptation à la sécheresse en Afrique qui réunissent quelque 100 participants engagés dans DRM à différents niveaux, le dernier forum s’est tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie, en Septembre 2008. Le prochain forum est prévu d’avoir lieu au milieu ou à la fin de 2010.
- Des bulletins mensuels de l’ADDN sont distribués à plus de 1500 parties intéressées, soit gouvernementales et non gouvernementales et des particuliers.
- Les forums de discussion en ligne ont été établis sur une base expérimentale en 2009, en collaboration avec FRAMEweb soutenu par l’USAID, pour répondre à la demande croissante d’une interaction durable, le dialogue et la réflexion entre ceux qui travaillent dans DRM.
- Publications qui s’appuient sur des études de cas, des leçons, bonnes pratiques, des informations thématiques, des approches politiques et des connaissances à échelle communautaires fournies par les participants d’ADDN.

ADDN facilite également des échanges de visites et voyages d’étude pour les membres, afin de soutenir l’intégration des options novatrices de gestion de la sécheresse dans les politiques et pratiques en vigueur. En 2006, le réseau a organisé un voyage d’étude pour les parlementaires éthiopiens pour apprendre de l’expérience du Kenya la formulation des politiques de développement dans les zones arides et l’atténuation de la sécheresse décentralisée, mécanismes de préparation et de réponse. Sur base de la tournée, les responsables éthiopiens ont créé « une carte de vulnérabilité à la sécheresse » comme un outil de prise de décision aux niveaux national et local.

ADDN est actuellement entrain de tester l’expansion du réseau et de partage des connaissances entre l’Afrique et l’Asie. C’est en réponse à la demande croissante d’information, et les problèmes communs de gestion des risques de sécheresse dans les

Huit étapes pour intégrer la gestion du risque de la sécheresse

Partant de nombreuses études de cas, l’ADDN a développé une approche en huit étapes pour l’intégration de DRM dans la planification du développement et des pratiques:

1. Création d’un consortium de gouvernement, la société civile et les partenaires au développement, en mettant l’accent sur la sécheresse, et un mandat pour assurer la viabilité et l’impact des plans de développement.
2. Développer une compréhension commune, mais multidimensionnelle de la façon dont le risque de sécheresse affecte une société et l’économie.
3. Identifier les moyens de subsistance des personnes les plus à risque.
4. Améliorer les systèmes d’alerte précoce et un lien vers le budget des mécanismes de réponse rapide.
5. Mettre en place un Droit d’accès d’utilisateurs des terres avec les ressources naturelles en place pour assurer une gestion durable des terres.
6. Intégrer les risques pour l’environnement, les principes de gestion, dans la planification des processus tant local que national, liées à la sécurité alimentaire, l’eau, le bétail et les politiques en cas de catastrophe.
7. Elaborer une stratégie à long terme des investissements pour diversifier l’économie des secteurs dépendent des changements du climat.
8. Tout au long des étapes ci-dessus, maintenir le réseautage et l’apprentissage par les pairs avec d’autres praticiens sur ce qui fonctionne, pourquoi et comment.

deux régions. Par exemple, le PNUD a fourni un appui technique au Centre international Chinois pour la réduction des risques de la sécheresse en utilisant les ressources de connaissance en provenance d’ADDN. Cela démontre la transférabilité interrégionale des outils et des technologies DRM.

Yuko Kurauchi

Centre du PNUD pour le développement des terres arides, Nairobi, P.O. Box 30552-00100, Kenya
Tel +254 20 7624642
yuko.kurauchi @ undp.org
www.undp.org / zones arides

Voir aussi

réseau FRAMEweb
<http://bit.ly/doqBCD>

Changements climatiques dans les zones arides d’Afrique: Options et possibilités d’adaptation et d’atténuation, le PNUD / UNCCD / PNUD, 2009 (PDF)
<http://bit.ly/aE92ce>

Intégration de la gestion des risques par la sécheresse - une amorce, un Centre de développement des terres arides du PNUD, 2009 (PDF)
<http://bit.ly/cVyjxa>



Gestion de la vulnérabilité dans les zones urbaines du Nigeria

Résumé de la recherche

Maisons à Bariga sont construites sur pilotis sur la lagune de Lagos à cause des inondations régulières © D. Simon, 2007

Le changement climatique a augmenté la fréquence et l'intensité des catastrophes dans de nombreuses régions de l'Afrique, et les zones urbaines sont souvent mal affectés. L'ampleur des dégâts aux populations urbaines et l'économie met en évidence leur vulnérabilité particulière au changement climatique.

Le changement climatique au Nigeria est à l'origine d'une plus grande variabilité des précipitations et des températures. Le pays est vulnérable aux impacts du changement climatique sur de nombreux niveaux, en raison de sa géographie, le climat, la végétation, les sols, la structure économique, la population, la demande d'énergie et les activités agricoles. La situation est aggravée par la dégradation de l'environnement du pays et des ressources naturelles.

La vulnérabilité urbaine au Nigeria est causée par les humains et leurs actions. La population urbaine du pays a connu une croissance entre 2 et 5 pour cent par an depuis les années 1990. Cette croissance ajoute plusieurs milliers de personnes chaque année vers

les villes. Les problèmes environnementaux associés à l'expansion incontrôlée et la mauvaise gestion ont augmenté la vulnérabilité de ces villes à des catastrophes majeures.

Réponse du gouvernement

En réponse à la recrudescence des catastrophes naturelles, le gouvernement fédéral du Nigeria a pris les mesures suivantes:

- Un plan d'intervention en cas de catastrophe nationale sert de ligne directrice pour la gestion des catastrophes au Nigeria.
- Un organisme du secteur public, le National Emergency Management Agency (NEMA), a été créé en 1999 pour coordonner la gestion des urgences.
- 21 des 36 Etats ont maintenant un bureau de NEMA.
- Les bureaux de zone servent de points focaux pour la NEMA pour atteindre facilement vers les Etats, les gouvernements et les communautés locales dans leur zone.
- Le Nigeriasat-1 satellite est utilisé pour recueillir des données sur les conditions de l'environnement et des ressources naturelles.
- Le gouvernement a également mis en place en cas de catastrophe des unités d'intervention, un centre de contrôle (Cospas-Sarsat), les équipes d'intervention d'urgence, et une unité d'alerte rapide qui utilise un système d'information géographique, un laboratoire de télédétection et d'une banque de données pour prédire les événements climatiques.

Recommandations

Une adaptation réussie au changement climatique dans les zones urbaines nécessite la participation des ménages et des organismes communautaires avec les connaissances et la capacité d'agir. Elle exige également les connaissances, les compétences et les ressources au sein des gouvernements locaux, et une volonté de travailler avec des groupes à faible revenu. Le gouvernement doit:

- Etudier la vulnérabilité aux changements climatiques de chaque ville au Nigeria, sous les auspices de la NEMA, et concevoir les mesures appropriées d'atténuation et d'adaptation en conséquence ;

- protéger et promulguer une législation appropriée pour sauvegarder les différentes conventions de protection de l'environnement qu'elle a signé ;
- assurer une meilleure coordination entre les différents organismes impliqués dans l'environnement au niveau local, tels que les autorités de planification urbaine ;
- Augmenter la capacité des personnes de réagir et de se préparer à la variabilité du climat et des catastrophes en fournissant des prévisions saisonnières ;
- fournir à long terme des données de prévision climatique à s'assurer que les stratégies pour réduire la vulnérabilité reflètent les tendances du climat sous-jacent.

A.S. Gbadegesin

Département de Géographie, Université d'Ibadan, Ibadan, Nigeria
Tel +234 80 33661346
adeniyig@yahoo.com

F.B. Olorunfemi

Institut nigérian de recherche économique et sociale, Ibadan, Nigeria
Tel +234 80 33950837
felixba2000@yahoo.com

U.ä. Raheem

Département de Géographie, Université d'Ilorin, Ilorin, Nigeria
Tel +234 80 33598639
adebimpeusman@yahoo.com

Voir aussi

«La vulnérabilité urbaine aux changements climatiques et catastrophes naturelles au Nigeria», par AS Gbadegesin, F.B. Olorunfemi et U.ä. Raheem, à faire face aux changements environnementaux planétaires, les catastrophes et la sécurité - les menaces, les défis, vulnérabilités et les risques, par H. Günter Brauch et al (Eds.), Hexagon Book Series, vol. 5, Springer-Verlag, 2010

Changement climatique, inondations urbaines et les droits des pauvres en milieu urbain en Afrique: Principaux résultats de six villes d'Afrique, d'Action Aid International, Londres: Action Aid International, 2006 (PDF)
<http://bit.ly/cOPbmo>

Agence nationale de gestion des urgences
<http://bit.ly/co1jIU>



Stratégies communautaires de risques d'inondation en Tanzanie

Résumé de la recherche

Chaque année, les pluies causent des graves dans certaines régions de Dar es-Salaam, en Tanzanie. © Riziki Shem Doe

La vallée de Msimbazi à Dar es-Salaam, en Tanzanie, est inondée chaque année. En dépit de ces fréquentes inondations, de nombreuses personnes vivent encore dans la vallée de camps de fortune. Ceci les expose à des inondations mortelles et des risques sanitaires liés aux inondations telles que le choléra et la dysenterie.

Entre 2005 et 2006, des chercheurs de l'Université Ardhi (jadis le collège des terres et des études d'architecture de l'Université de Dar es-Salaam) ont mis en place des groupes de discussion et des entrevues avec les résidents et les autorités locales pour savoir pourquoi les gens vivent dans cette région sujette aux inondations. Les répondants ont identifié les raisons suivantes: le logement à faible coût, le niveau d'éducation est faibles chez les résidents, la proximité du centre ville de Dar es Salaam, et un accès facile à l'agriculture non réglementée et les terrains à bâtir.

Les stratégies d'adaptation

Les habitants de la vallée de Msimbazi ont un large éventail de stratégies communautaires visant à réduire les risques d'inondation, qui peuvent fournir des indications sur la façon dont l'adaptation au changement climatique peut être intégrée dans les stratégies de gestion des inondations. Il s'agit notamment de:

- le Transfer temporaire des institutions publiques présentes dans les quartiers lors des inondations ;
- l'utilisant des méthodes locales de communication pour annoncer l'imminence des inondations à d'autres personnes ;

Le nettoyage des canaux pour libérer les eaux de crue dans la rivière Msimbazi ;

- la construction de maisons avec des fondations solides pour résister aux crues et la construction de décharges le long des murs des maisons pour élever le niveau des murs et des fenêtres ;
- la plantation d'arbres pour empêcher l'érosion des sols ;

Toutefois, ces stratégies ne sont pas suffisamment robustes pour protéger la vie, le logement et les moyens de subsistance contre les inondations graves.

Les chercheurs ont conclu que les résidents Msimbazi ont besoin d'être transféré définitivement, afin de protéger leurs vies et leurs biens. Ceci n'est pas facile. Les ressources financières étant limitées et peu ou pas d'autres moyens de subsistance dans un nouvel emplacement sont les principaux obstacles pour les personnes de passer à des endroits plus sûrs. Les habitants de la vallée de Msimbazi auront besoin de plus de conviction pour se déplacer hors de leurs foyers dangereux.

Lors de la planification et la mise en œuvre des programmes de réduction des risques, les décideurs, les dirigeants et les militants doivent comprendre pourquoi les gens sont contraints de vivre dans les zones sujettes aux catastrophes, et les obstacles qui les empêchent le transfert de façon permanente. Les chercheurs ont fait des recommandations pour les différents groupes impliqués dans la réduction des risques de catastrophe dans la vallée Msimbazi:

Les décideurs politiques

- Réunir les intervenants concernés - habitants, élus locaux, les médias et les ONG - et développer des programmes utilisant une approche participative qui tient compte des risques de catastrophe dans la région.
- Mettre en place et appliquer des lois qui interdisent la construction des maisons en plus dans les zones sujettes aux inondations, et l'interdiction de la vente de terrains pour la construction de maisons dans les zones à haut risque.
- Offrir des incitatifs pour les résidents qui sont prêts à se déplacer, en fournissant par exemple des parcelles appropriées pour les maisons et les coûts initiaux nécessaires pour établir sa résidence dans la nouvelle zone.
- Mettre l'accent sur la sensibilisation des risques d'inondation et de la nécessité d'une réinstallation par le biais des ateliers communautaires et de l'utilisation des médias.

Les organisations non gouvernementales et les partenaires au développement

Initier des programmes de sensibilisation du public pour informer les résidents sur les dangers d'inondation et favoriser les délocalisations.

- Impliquer les leaders communautaires pour aider les gens à reconnaître les limites de stratégies d'adaptation locales, et favoriser les délocalisations en non-zones inondables.
- Offrir des incitatifs et des compensations aux citoyens désireux de se déplacer, basée sur les investissements qu'ils ont réalisés dans leurs foyers.
- former des groupes d'alerte rapide avec des gens qui continuent à résider en permanence dans la région.
- Fournir une formation sur les compétences de sauvetage des inondations qui font défaut dans la communauté et pourrait sauver des vies.

Les instituts de recherche

- enquêter sur l'implication du secteur privé dans la lutte contre la vulnérabilité aux inondations dans la vallée de Msimbazi.
- Calculer les coûts et les avantages exacts de la relocalisation des résidents vers d'autres zones.

Silas Riziki Shemdoe

Institut d'études des établissements humains, l'Université Ardhi, PO Box 35124, Dar es Salaam, Tanzanie
riziki@aru.ac.tz

Cette recherche a été financée par une subvention de la recherche et l'action du programme de subventions du Consortium ProVention.

Contribuer à Joto Afrika

Voulez-vous dire aux gens comment votre collectivité s'est adaptée au changement climatique? Êtes-vous impliqué dans un programme, projet ou recherche qui aide les gens à trouver des solutions pratiques pour faire face aux effets du changement climatique? Nous voulons vos contributions pour Joto Afrika !

Nous sommes à la recherche d'un travail de recherche, des études de cas dans la communauté, des clips, des clips audio et des essais de photos sur l'adaptation aux changements climatiques en Afrique sub-saharienne. Les études de cas doivent être courts (pas plus de 600 mots), facile à comprendre et à fournir des informations pratiques pour d'autres personnes faisant face à ces problèmes.

Si vous souhaitez contribuer, veuillez contacter l'éditeur à jotoafrica@alin.net . Nous nous félicitons des contributions en français et en anglais.

Voir aussi

ProVention Consortium
<http://bit.ly/b8IHUK>

Risque ROUGE
<http://bit.ly/bZy3g3>



Que peuvent faire les communautés pour réduire les risques de catastrophe au Botswana?

Résumé de la recherche

Une cabane à Shadi Shadi, au Botswana, détruite par des pluies abondantes. Les membres de la communauté dépendent des ressources naturelles pour construire leurs huttes, mais en raison du changement climatique, ces ressources se sont appauvries, ce qui devient difficile pour les membres de la communauté à reconstruire leurs maisons. © Maripe Kgosietsile

Le Botswana est sujet à de nombreuses catastrophes: sécheresses périodiques, les inondations et les tempêtes, les feux de brousse et des animaux et des maladies liées aux activités humaines. Un pays sans littoral, il est également gravement touché par les inondations et maladies transfrontalières en provenance de l'Afrique du Sud, l'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et la Zambie. Beaucoup de ces problèmes sont en augmentation en raison de changements climatiques.

En réponse aux défis posés par ces catastrophes, le gouvernement du Botswana a élaboré une vision à long terme vers la prospérité pour tous les citoyens d'ici 2016.

Que doivent faire autorités locales?

Le Dispositif mondial de réduction des risques de catastrophes recommande que les nations et les collectivités doivent intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les cadres de l'aide au développement et les stratégies de réduction de la pauvreté. Par exemple, la préparation aux risques doit être examinée et intégrée à l'aménagement du territoire et au budget annuel. Cela nécessite l'implication des autorités locales, qui ont une variété de rôles à jouer dans la gestion des catastrophes et doivent être équipés de suffisamment de connaissances, compétences et techniques pour faire ce travail. Ces rôles sont:

- mener des évaluations de vulnérabilité
- l'élaboration de plans d'urgence
- la conception d'un cadre institutionnel pour la réduction des risques, préparation et réponse
- l'établissement pertinent au niveau local des systèmes d'alerte précoce et les mécanismes de recouvrement.

Une partie de cette vision vise à établir des systèmes efficaces, fonctionnelles de réduction des risques contre les diverses menaces qui ont augmenté en raison du climat en constante évolution.

Mais les catastrophes défient les approches simples. Un ministère ne peut pas faire face aux catastrophes, seul en raison de multiples facteurs en cause. Les approches haut-en bas de la gestion des catastrophes ne parviennent pas à répondre aux besoins locaux, elles ignorent le potentiel des ressources locales et des capacités et augmentent la vulnérabilité des populations. La meilleure façon de réduire les risques de catastrophes est de bas en haut. Les interventions réussies dépendent de la volonté et l'implication des habitants - avant, pendant et après une catastrophe.

Approches communautaires

Une approche à base communautaire veille à ce que des mesures appropriées et efficaces soient prises en cas d'urgence. Il s'agit notamment de la mise en place de systèmes d'alerte précoce, la gestion des évacuations et les opérations d'urgence, la sensibilisation du public et des ressources de stockage.

Les communautés doivent être préparées pour répondre à d'éventuelles inondations, de mobiliser du matériel de secours locaux, tels que nourriture, ustensiles de cuisine et des couvertures, activer un mécanisme de réponse et des bénévoles et garder les membres de la communauté informés.

Les communautés doivent participer à la réduction des risques de catastrophe pour inverser la tendance mondiale des catastrophes qui a augmenté, et des pertes plus importantes dues aux catastrophes de petite et moyenne dimensions.

Les recommandations pour augmenter la résilience des communautés au Botswana sont:

- Former, éduquer et sensibiliser toute la communauté pour promouvoir les avantages de la collaboration et les efforts collectifs pour réduire les risques.
- Identifier les plus grands dangers à travers une cartographie des risques

et des ressources, qui peuvent ensuite être utilisées par les gouvernements locaux pour les unités d'aménagement du territoire.

- Créer des partenariats entre les collectivités, les administrations municipales et provinciales. La collaboration avec et entre les autorités locales est importante pour renforcer le concept de préparation d'une manière ferme dans la planification locale, ainsi que pour obtenir un appui technique et financier pour les mesures d'atténuation.
- Mettre en place et former des équipes d'action en cas de catastrophe afin de réduire le risque des ressources communautaires, qui comprennent le bétail, la nourriture, la terre, la végétation, les sources d'eau, ainsi que les résidents et les milieux d'affaires dans la localité.

Pour réussir, ces processus doivent suivre les idéaux démocratiques pour définir les rôles et responsabilisés pour tous les membres de la communauté.

Kgosietsile Maripe et Maundeni Tapologo

Département de travail social,
Université du Botswana, Botswana
Tél 267 3555015 / 3552684

Voir aussi

«Les catastrophes naturelles et le développement au Botswana: Que peuvent faire les communautés pour se protéger contre les effets néfastes des inondations?», Par Maripe Kgosietsile et Maundeni Tapologo, 2009 (PDF)
<http://bit.ly/avBbSN>

Cadre d'action de Hyogo 2005-2015: renforcer la résilience des nations et des collectivités face aux catastrophes, le PNUD, 2008
<http://bit.ly/a6DIV7>



Utilisation des connaissances indigènes pour prédire les précipitations au Kenya

Etude de cas

Une des méthodes des Nganyi pour la prévision de la météo est de souffler dans un pot et en observer les bulles. © ICPAC

De nombreuses collectivités n'ont aucune connaissance de la science du climat actuel sur les catastrophes naturelles. Au lieu de cela, ils s'appuient sur les connaissances autochtones (IK) héritées de leurs ancêtres pour réduire les risques et de survivre aux effets de ces risques. Beaucoup de scientifiques spécialistes du climat et les gestionnaires des risques de catastrophe considèrent comme dépassée et IK en contradiction avec la science moderne. La fusion de ces sources d'information peuvent améliorer la gestion des risques climatiques.

Des chercheurs de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) le Centre d'applications et de prédiction climatique (ICPAC), du Kenya, travaillent avec le clan Nganyi dans le Bunyore, à l'ouest du Kenya, afin d'intégrer l'IK dans les prévisions climatiques scientifiques de la région locale. Ces prévisions sont ensuite utilisées pour améliorer la résilience des communautés vulnérables aux changements climatiques.

Prévision des précipitations

Le clan Nganyi est connu pour ses compétences dans la prédiction de la pluie. Ils ont trois sanctuaires où, pour plus de 100 ans, ils ont adoré et ont communiqué avec leurs ancêtres et des dieux pour surveiller et prévoir les précipitations. Le clan a perfectionné cet art en observant la végétation, les arbres, les reptiles, les oiseaux et les insectes dans les sanctuaires.

Les communautés environnantes dépendent davantage de conseils météo du clan Nganyi que du service météorologique. Les communautés, qui pour la plupart cultivent le maïs, utilisent les informations du clan pour prendre des décisions, par exemple lorsqu'ils doivent commencer à préparer le terrain pour la plantation. Il a également été utilisé pour prendre des décisions quant à savoir si ou quand de mélanger le maïs avec des haricots et du millet, de manioc et de

pommes de terre; d'envoyer du bétail à des amis et parents qui vivent près d'un lac, et à sec et un magasin d'alimentation à utiliser pendant les périodes de sécheresse. Les collectivités locales croient même que le clan peut faire ou arrêter les pluies, la foudre et la grêle, et leur donne une part de leur récolte à la fin de chaque saison.

Utilisation des connaissances autochtones

- La recherche ICPAC avec le clan Nganyi a eu de nombreux avantages:
- L'information obtenue est utilisée pour élaborer des prévisions climatiques saisonnières qui tiennent compte à la fois les connaissances indigènes et modernes de la science.
- Ces prévisions saisonnières intégrées sont diffusés par les structures de l'administration des provinces et des anciennes structures traditionnelles.
- Il ya maintenant un bon niveau de confiance entre les fournisseurs et les scientifiques du climat IK, démontrée par le libre partage des connaissances et des informations sans soupçon.
- Il ya une acceptation croissante et la reconnaissance du rôle de l'IK parmi les climatologues.
- Les résultats du sondage ont également été utilisés pour démarrer un programme de renforcement des capacités dans la communauté. Cette initiative vise à renforcer les structures sociales locales pour conserver les connaissances indigènes, soutenir la préservation et le stockage des aliments, et d'accroître la participation des femmes et des jeunes dans l'après-activités du projet.

Recommandations

- Cette étude de cas montre qu'IK peut être utilisé dans les prévisions climatiques et peut être un atout puissant pour la gestion des catastrophes. Des efforts supplémentaires doivent être faits pour intégrer les systèmes de connaissances

indigènes avec la science moderne:

- Il est important de procéder à un audit de propriété intellectuelle pour protéger les connaissances indigènes de la communauté, et d'établir des lois appropriées pour sauvegarder les droits de propriété intellectuelle.
- Les stratégies de diffusion forte sont aussi vitales parce que de nombreuses personnes se plaignent de ne pas recevoir des informations liées aux conditions météorologiques.
- Les communautés doivent être responsabilisés et encouragés à utiliser leurs connaissances indigènes positives.
- IK devraient être intégrées dans les plans de développement nationaux et les programmes scolaires.
- Il est important d'établir des banques de données IK et des réseaux pour partager les leçons.

Ouma Gilbert

Les prévisions climatiques de l'IGAD et du Centre d'applications (ICPAC), Service météorologique du Kenya, PO Box 30259, Nairobi, Kenya
Tel +254 726 818001
gouma@uonbi.ac.ke
www.icpac.net

Voir aussi

Regarder un documentaire vidéo de connaissances autochtones du clan Nganyi:
<http://bit.ly/bfkMm6>

Lettres à l'éditeur

Nous nous réjouissons de vos commentaires sur ce troisième numéro de Joto Afrika . S'il vous plaît envoyez-nous vos pensées en utilisant les coordonnées à la page 8. Veuillez inclure votre adresse de contact complète ou par courriel. Une sélection de lettres sera imprimée dans le quatrième numéro.



Cher Editeur,

C'est avec plaisir que j'ai reçu le deuxième numéro de Joto Afrika . Après l'avoir lu entièrement, je trouve qu'il est très informatif et éducatif pour le lecteur.

L'article que j'ai trouvé le plus instructif est l'étude de cas de l'Ouganda, «Adaptation aux changements de la pluviométrie en Lukwanga. Cet article communique bien comment un agriculteur peut continuer de changer ses activités en tenant en compte du régime des précipitations qui change. C'est pourquoi j'ai apprécié la deuxième édition de Joto Afrika .

Je vous remercie,
Kirya George Willy
Kamuli Nawansaso,
Ouganda

Cher Editeur,

Je vous remercie pour votre initiative de créer la sensibilisation sur le changement climatique en Afrique. J'ai reçu le premier numéro et le magazine est très utile, car il mettra un frein à beaucoup d'ignorance dans notre société.

Je suis impatient de recevoir davantage d'exemplaires de ce magazine à l'avenir.

Bien à vous,
Francis Wung Kum
Bamenda,
Cameroun

Cher Editeur,

En pensant globalement, je prédis que la série Joto Afrika sera très éducative. Les lecteurs bénéficieront beaucoup de ses informations et la série leur permettra de faire face à l'adaptation au changement climatique à différents niveaux, la compréhension et la prise des mesures positives face à des problèmes catastrophiques.

Je voudrais lire et en savoir plus sur les ressources en eau, la santé humaine et les pasteurs. J'espère passer les connaissances acquises à mes collègues, qui vont faire la même chose pour aider les autres. Les informations peuvent travailler très rapidement.
Bien à vous,
Abdoun P. Chande
Maheza, Tanga, **Tanzanie**

L'Editeur :
Nous vous remercions de votre opinion, Abdoun, nous sommes les questions de planification sur la santé humaine et le pastoralisme. Lecteurs, s'il vous plaît laissez-nous savoir ce que d'autres questions que vous aimeriez Joto Afrika à couvrir.

Cher Editeur,

Merci à vous et aussi à l'équipe éditoriale pour l'information dans le magazine. J'ai entendu parler de la revue par mes amis. J'ai étudié le développement communautaire et le leadership et je viens d'un pays en développement. Cela m'a fait réaliser que le changement climatique et la sécurité alimentaire est l'une des questions brûlantes de l'Afrique. *Joto Afrika* a abordé cette question dans le premier numéro et de cette information, les gens seront en mesure de faire face à ces problèmes et réduire la pauvreté.

À mon avis, *Joto Afrika* est un grand magazine qui doit être lu attentivement. Les lecteurs seront informés sur les questions autour du changement climatique.

Avec mes meilleures salutations,
Dejene Alemu
Ethiopie

ALIN Vidéos

Regarder des vidéos diverses ALIN sur le changement climatique à <http://bit.ly/bJE1dG>. Les vidéos montrent comment les diverses communautés sont l'adaptation au changement climatique.

Participez au débat *Joto Afrika* en ligne

Joto Afrika groupe communautaire Eldis:
<http://bit.ly/bM3ESo>

Groupe Facebook Joto Afrique:
<http://bit.ly/aMNLth>



Rejoignez le réseau AfricaAdapt

AfricaAdapt est un réseau indépendant en français et en anglais, exclusivement axée sur l'Afrique. L'objectif est de faciliter la circulation des connaissances d'adaptation au changement climatique pour les moyens de subsistance durables entre les chercheurs, les décideurs, les organisations de la société civile et des communautés qui sont vulnérables à la variabilité et aux changements climatiques à travers le continent.

www.africa-adapt.net
info@africa-adapt.net

Abonnez-vous aux Joto Afrika

Les organisations et les individus en Afrique peuvent recevoir gratuitement un exemplaire imprimé des séances d'information.

Chaque numéro sera également disponible sur le site ALIN (www.alin.net).

Vous pouvez vous abonner en envoyant un email à : jotoafrika@alin.net . Veuillez inclure votre organisation et votre adresse postale en entiereté

Vous pouvez aussi vous inscrire et envoyer vos commentaires via SMS a : +254 717032322 et commencer par le mot Joto

Les futures éditions se focaliseront sur : la forêt avec un élément de REDD, les pasteurs, le genre, l'énergie.

Veuillez nous dire ce que vous pensez de ce troisième numéro de Joto Afrika et ce que vous voudriez lire dans les numéros qui suivront- nos contacts sont sur la **page 8**



Gestion des risques de catastrophe au Mozambique à travers les médias

Etude de cas

Le casting de Bravo de Zambèze au cours d'une session d'enregistrement. © Walter Daniel

Les Bravos de Zambèze - Braves du Zambèze - projet au Mozambique communique de l'information sur la réduction des risques de catastrophe à travers un feuilleton radio de haute qualité et de formation pour les journalistes des radios communautaires.

La radio continue d'être le média le plus accessible de la communication au Mozambique, en particulier dans les zones rurales où de nombreuses personnes sont analphabètes et ne parlent que les langues locales africaines.

Selon le rapport Scan TIC produit par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le réseau radio du pays couvre environ 60 à 70 pour cent de la population, tandis que la chaîne de télévision nationale sert seulement 15 à 17 pour cent de la population. Travailler avec la radio locale pour la sensibilisation aux catastrophes, veut aussi dire que l'information peut être localisée à la communauté.

Les Bravos de Zambèze, une scission dramatique de deux saisons en 26 épisodes, communique l'information à travers les catastrophes naturelles et des stratégies pour réduire leurs conséquences dévastatrices. L'histoire est centrée sur Jose, un capitaine de l'équipe de football du village, et son amie Suzanne. Il est écrit en portugais et Sena, la principale langue locale dans la zone cible de la plaine inondable du Zambèze.

Dans le premier épisode, le village de Jose est frappé par une terrible inondation pour laquelle la communauté est totalement dépourvue. Les épisodes portent sur des questions autour de déplacement, ce qui peut arriver si les gens ne sont pas préparés aux catastrophes et l'importance de la solidarité dans une communauté.

Dans le deuxième épisode, il s'agit du processus de reconstruction et de l'importance de s'adapter aux phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et plus graves. L'objectif est de communiquer des informations spécifiques sur la gestion des catastrophes à long terme et de la planification, y compris l'agriculture et les techniques de construction qui sont plus résistants en cas de catastrophe, et comment préparer un plan d'évacuation pour les futures situations d'urgence.

L'émission a été produite par les médias communautaires pour le développement (CMFD) une production du projet de l'Organisation internationale de prévention des migrations et de réduction des risques, une partie de l'Organisation des Nations Unies «programme commun, « Délivrer en unisson au Mozambique ». CMFD a mené une série d'études de cas parmi les résidents de Ndambuenda, un quartier de réinstallation dans la province du Zambèze, où les résidents ont été forcés de quitter leurs villages d'origine en raison de crues de plusieurs cours des dernières années. Les répondants ont été invités à raconter ce qui s'est passé pendant les inondations, la façon dont ils ont été touchés, ce qu'ils ont récupérés, comment ils se sentaient maintenant, et ce qu'ils feraient différemment la prochaine fois. Les commentaires recueillis sont à la base des thèmes clés dans le drame.

Réponse

Pour évaluer l'impact du projet, CMFD tenue des groupes de discussion et mené des enquêtes anonymes auprès des auditeurs du Mozambique, les présentateurs de radio, et les acteurs communautaires. Les participants aux groupes témoins et les acteurs ont estimé qu'ils pouvaient s'identifier aux personnages, concernant plusieurs d'entre eux à des gens qu'ils connaissent qui a traversé des situations similaires. «Les gens qui entendent le drame va apprendre quelque chose, et il sait comment aider ceux qui sont en danger», a déclaré un participant. Un autre dit: «Je [appris que] chaque fois qu'il ya une situation d'urgence, nous ne devrions pas attendre environ jusqu'à

ce qu'elle s'aggrave. La rétroaction donnée indique que le drame de radio aidera les personnes touchées par les inondations de faire face à leur situation et de s'adapter aux inondations futures.

Deborah Walter

Les médias communautaires pour les Productions développement, l'Afrique PO Box 66193, Broadway, la vallée de Bez, 2020, Afrique du Sud
Tel +27 11 6156278
Fax +27 11 6146903
info@cmfd.org

Formation des journalistes de radio

Dans le cadre du projet Bravos de Zambèze, CMFD a organisé un atelier de cinq jours avec six stations de radio communautaires dans la région du fleuve Zambèze. L'objectif était de les encourager à utiliser l'émission pour discuter, de prendre le message au-delà de l'émission, et de veiller à ce que lors d'une urgence, ils sont prêts à fournir des renseignements très utiles pour les communautés.

L'atelier comprenait des présentations d'organisations travaillant sur la réduction des risques de catastrophe dans la région, ainsi que la formation pratique sur la création de fonctions de la radio. Ils ont également reçu des copies de Bravos de Zambèze pour les utiliser dans leurs stations, avec un livret guide pour les aider à développer des appels en direct, des talk-shows et des rapports basés sur l'émission.

Voir aussi

Mozambique TIC Scan
<http://bit.ly/bGvssX>

Joto Afrika est publié quatre fois par an par ALIN en partenariat avec l'Institut d'études du développement (IDS) et AfricaAdapt. La série est financée par le ministère britannique du Développement international (DFID) par les services de la connaissance IDS et Adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA) programme de recherche et de développement des capacités, qui est financé conjointement par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le DFID

Les articles de la *Joto Afrika* peuvent être réutilisés, à condition que les documents soient distribués gratuitement et l'auteur (s) est crédité(s). Veuillez envoyer des copies à ALIN. Les points de vue exprimés en *Joto Afrika* ne reflètent pas nécessairement les vues des éditeurs ou ALIN, IDS, DFID ou AfricaAdapt.

Rédacteur invité

Felix B. Olorunfemi
Institut nigérian de recherche économique et sociale, Ibadan, Nigeria

Sous la direction du rédacteur consultant

Tim Woods

Équipe éditoriale

Esther Lung'ahi-Alin
James Nguo-Alin
Kanini Rehema-Alin
Fatema Rajabali-IDS
Freida M'Cormack-IDS

Joto Afrika

Réseau d'information des terres arides

BOX PO 10098,00100 G.P.O
Nairobi, Kenya;
Tel +254 20 2731557
Fax +254 20 2737813
SMS +254 717032322
Email jotoafrica@alin.net
www.alin.net

ISSN 2075-5562